

Acquisition d'un système d'analyses des éléments nutritifs inorganiques en milieu marin

## Règlement de la consultation (RC)

Consultation n°

2025003191Ao6o

Date limite de remise des plis

30 / 06 / 2025 à 12 heures

### 1. OBJET DU CONTRAT

■ **Acheteur :**

**IRD**

Délégation régionale Ile-de-France-Ouest

Représentant : Mme Ana-Claudia BREFE FONSECA, Déléguée Régionale

**Adresse :**

CAMPUS CONDORCET

IRD - Délégation Régionale Ile-de-France

8 Cours des Humanités, 93322 Aubervilliers cedex

Ce marché est passé pour le compte de l'Unité d'Appui et de Recherche 191 IMAGO de la Délégation Régionale de l'IRD en Ile-De-France-Ouest.

■ **Description de la prestation :**











Le contrat porte sur les prestations suivantes : **Acquisition d'un système d'analyses des éléments**

## nutritifs inorganiques en milieu marin

Acquisition d'un système d'analyses des éléments nutritifs inorganiques en milieu marin pour l'UAR IMAGO - Délégation Régionale Ile-De-France-Ouest

Code CPV	Libellé CPV
38432000-2	Appareils d'analyses

### ■ Caractéristiques principales du contrat :

 Objet du contrat	Acquisition d'un système d'analyses des éléments nutritifs inorganiques en milieu marin
 Acheteur	IRD
 Type de contrat	Marché ordinaire de fournitures
 Structure	Lot unique
 Lieu d'exécution	Livraison sur le site de l'IRD à BREST : IRD U.A.R. IMAGO Campus Ifremer Technopole Brest Iroise ZI de la pointe du diable 29280 Plouzané Tel : 02 98 22 45 02
 Durée	12 mois
 Développement durable	Clause environnementale
 Pénalités de retard	OUI (voir CCP)
 Variation des prix	NON
 Nature des prix	Prix forfaitaires

### ■ Allotissement :

La consultation n'est pas décomposée en lots pour les motifs suivants :

Le marché n'est pas alloti compte tenu du fait que son objet ne permet pas l'identification de prestations distinctes. Cf. articles L.2113-10 et L.2113-11 du code de la commande publique.

## 2. CARACTÉRISTIQUES DE LA PROCEDURE

### ■ Procédure de passation :

Procédure adaptée ouverte (Article R2123-1 1° - Inférieure au seuil des procédures formalisées - Code de la commande publique).

■ **Modalités de retrait du dossier de consultation :**

Le dossier de consultation est disponible de manière électronique sur le profil d'acheteur : [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr).

■ **Dossier de consultation**

Le dossier de consultation contient les documents suivants :

- Acte d'engagement
- Déclaration du candidat (DC2)
- Lettre de candidature (DC1)
- RC
- Annexe Financière (trame de DPGF à remplir)
- CCP

L'acheteur se réserve le droit d'envoyer au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des offres des modifications de détail sur le dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier de consultation modifié.

Pour obtenir tous renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats font parvenir au plus tard 8 jours avant la date limite de remise des offres, une demande écrite via le profil acheteur en priorité.

Si le profil acheteur n'est pas disponible la demande pourra être envoyé à l'adresse de messagerie suivante : [bam.idf-ouest@ird.fr](mailto:bam.idf-ouest@ird.fr)

■ **Délai de validité des offres :**

Le délai de validité des offres est de 120 Jour(s) à compter de la date limite de réception des offres.

### 3. PRÉSENTATION DES PROPOSITIONS

■ **Réponse et groupement :**

Aucune forme particulière de groupement n'est imposée après attribution.

■ **Variantes :**

Les variantes à l'initiative des candidats ou de l'acheteur ne sont pas autorisées.

■ **Modalités de remise des offres :**

Les offres doivent être déposées avant les dates et heures limites indiquées en page de garde, de manière électronique sur le profil d'acheteur : [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr) (guide d'utilisation de la plateforme : <https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.EntrepriseGuide>).

Les copies de sauvegarde peuvent également être déposées de manière électronique sur le profil acheteur.

Les copies de sauvegarde et les éléments de la proposition qui ne peuvent être transmis par voie électronique doivent être adressés à :

Contact : Plateforme des Achats de l'Etat

Courriel : [bam.idf-ouest@ird.fr](mailto:bam.idf-ouest@ird.fr)

<https://www.marches-publics.gouv.fr/assistance/?token=7446b107-8d7a-4506-959e-c700c8659826>

Les propositions doivent être remises en euros et rédigées en langue française. Si les propositions sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français. Seule l'offre technique peut comporter des documents uniquement rédigés en anglais.

Les propositions n'ont pas à être remises signées par les candidats. Le contrat sera signé par le seul attributaire par voie papier. Le candidat s'engage à ce que l'offre signée soit conforme à celle retenue par l'acheteur. Si le candidat ne respecte pas son engagement, son offre est rejetée et le contrat attribué au candidat classé en seconde position.

#### ■ Contenu des plis :

A l'appui de leur candidature, les candidats doivent fournir les documents suivants :

Document	Descriptif
Déclaration du candidat (DC2)	Déclaration du candidat individuelle ou du membre du groupement (DC2 disponible sur le site du Ministère de l'Economie)
Garanties et capacités techniques et financières	Le chiffre d'affaire global des 3 dernières années ainsi que la part correspondant aux prestations objet du marché ; L'effectif global sur les 3 dernières années en identifiant les compétences dédiées au marché
Indication des techniciens	Indication des techniciens ou des organismes techniques, qu'ils soient ou non intégrés au candidat, auquel le candidat pourra faire appel pour l'exécution de l'ouvrage
Lettre de candidature (DC1)	Elle doit être complétée dans toutes ses rubriques ( <b>y compris les attestations sur l'honneur /case à cocher</b> ). Ce document est joint au DCE et disponible sur le site à partir du lien suivant : <a href="https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat">https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat</a> . En cas de groupement, la lettre de candidature doit impérativement permettre l'identification : – de la composition du groupement, avec les coordonnées de chacun des membres du groupement, – du mandataire, avec, le cas échéant, son habilitation à signer l'offre du groupement, – de la nature du groupement.
Références professionnelles fournitures et services	Liste des principales fournitures ou des principaux services effectués (3 dernières années) indiquant le montant, la date et le destinataire, prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique ; Inscription à un registre professionnel

Le candidat peut remettre un document unique de marché européen (DUME) rédigé en français en lieu et place des documents et renseignements demandés par l'acheteur aux fins de vérification de l'aptitude à répondre aux marchés publics, de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière ainsi que des capacités techniques et professionnelles.

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements que l'acheteur peut obtenir par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations, administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que le candidat mentionne dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système et que l'accès soit gratuit.

En outre, pour chaque sous-traitant mentionné dans l'offre, le candidat devra joindre, en plus de l'annexe à l'acte d'engagement :

- les capacités professionnelles et financières du sous-traitant ;
- une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

L'offre des candidats est composée des documents suivants :

Document	Descriptif
Annexe Financière (DPGF)	Compléter l'annexe financière
Mémoire technique	Le mémoire devra détailler le matériel demandé dans tous les aspects mentionnés dans le CCP.
Fiche technique du matériel	Caractéristiques techniques détaillées du matériel

#### ■ Offres anormalement basses :

Conformément aux articles R2152-3 à R2152-5 du Code de la commande publique, toute offre paraissant anormalement basse fera l'objet d'une demande de justification du prix ou des coûts proposés assortie d'un délai impératif de réponse. Après vérification des justificatifs fournis par le candidat concerné, l'offre sera soit maintenue dans l'analyse des offres, soit rejetée par décision motivée.

#### ■ Protection des données personnelles (copie) :

Le Titulaire est tenu, ainsi que l'ensemble de son personnel, de ses sous-traitants et de ses fournisseurs et prestataires de services, au secret professionnel pour tout ce qui a trait aux renseignements et documents recueillis au cours de sa mission. Ces renseignements ou documents ne peuvent sans l'autorisation écrite de l'IRD être communiqués à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour en connaître.

Le Titulaire s'interdit d'utiliser les informations et documents qui lui sont confiés à d'autres fins que celles qui sont prévues par le marché.

Pour tout traitement de données personnelles effectué en relation avec ce marché, les parties se conformeront au règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement

général sur la protection des données) – « RGPD ».

Chaque partie déclare et garantit à l'autre partie qu'elle se conformera strictement au RGPD pour tout traitement de données personnelles effectué en rapport avec ce contrat.

En effet, les informations à caractère personnel demandées dans le document de consultation des entreprises sont obligatoires et leur absence compromettrait la candidature, qui deviendrait irrégulière. Suite à la fourniture du dossier de candidature et de l'offre des soumissionnaires, les informations nécessaires seront enregistrées dans un fichier informatisé par l'IRD.

Les données transmises seront utilisées dans la mesure où cela est nécessaire pour assurer l'exécution du contrat. Les informations personnelles sont conservées pendant une durée qui ne saurait excéder dix (10) années.

Les moyens adaptés pour assurer la confidentialité et la sécurité des données personnelles transmises seront mis en place par les parties, de manière à empêcher leur endommagement, effacement ou accès par des tiers non autorisés.

L'accès aux données personnelles est strictement limité au personnel nécessitant d'y avoir accès pour la bonne exécution du marché public et, le cas échéant, à ses sous-traitants. Les sous-traitants en question seront soumis à une obligation de confidentialité et ne peuvent utiliser les données qu'en conformité avec les dispositions contractuelles et la législation applicable.

En dehors des cas énoncés ci-dessus, les parties s'engagent à ne pas vendre, louer, céder ni donner accès à des tiers les données personnelles transmises dans le cadre du marché, sauf motif légitime contraignant, sans le consentement préalable du propriétaire de la donnée.

Conformément à la loi « informatique et libertés » du 6 janvier 1978 modifiée et au Règlement européen n°2016/679/UE du 27 avril 2016 (applicable dès le 25 mai 2018), le propriétaire des données personnelles bénéficie d'un droit d'accès, de rectification, de portabilité et d'effacement de ces dernières ou encore de limitation du traitement.

En signant le présent marché, le titulaire accepte que les données à caractère personnel qu'il aura fourni soient collectées et traitées par le maître d'ouvrage.

#### ■ Remise des offres électroniques :

Les candidats doivent satisfaire aux prérequis techniques décrits par le profil d'acheteur. Les conditions d'utilisation de la plateforme telles que les formats de documents acceptés, l'organisation, le nommage et la taille totale des plis acceptés, les fonctions d'horodatage, le contrôle des logiciels malveillants peuvent être consultées sur le profil d'acheteur.

La **transmission des plis avant les date et heure limites de la consultation est effectuée sous la seule responsabilité des candidats**. Il leur est **fortement conseillé** de procéder au dépôt suffisamment à l'avance avant l'heure de clôture en particulier si les plis sont volumineux. En cas de dépôts successifs il est recommandé que le dernier dépôt contienne l'ensemble des pièces exigées.

Tous les plis sont horodatés et font l'objet après dépôt d'un accusé de bonne réception délivré par le profil acheteur. Dans le cas de candidatures groupées, le mandataire assure la sécurité et l'authenticité des informations transmises au nom des membres du groupement.

Les candidats peuvent transmettre une copie de sauvegarde de leur pli électronique. Elle peut être

envoyée sur support physique électronique, ou support papier, qui doit être placée dans un pli scellé, comporter sur l'enveloppe le numéro de la consultation et le nom du candidat. Ce pli est adressé en recommandé avec avis de réception ou remis en main propre contre récépissé à l'adresse indiquée ci-avant.

Durant toute la procédure, tous les échanges avec l'acheteur se font de manière électronique via le profil d'acheteur. Les candidats sont invités à alerter l'acheteur sur d'éventuelles erreurs matérielles ou contrariétés d'informations contenues dans les documents de la consultation afin de lever toute ambiguïté en adressant un message sur le profil d'acheteur. En cas de problème rencontré sur la plateforme, les candidats sont invités à contacter le support technique mis en place sur le profil d'acheteur.

La notification des échanges électroniques se faisant au moyen de la messagerie électronique, les candidats sont appelés à une vigilance particulière. Le candidat détenant un compte est responsable du paramétrage et de la surveillance de la messagerie (adresse courriel durable, redirection automatique, utilisation d'antispam) et doit s'assurer que les messages envoyés par le profil d'acheteur ne seront pas traités comme des courriels indésirables.

#### ■ Régularisation des propositions :

En cas de constatation que des pièces ou informations de candidature sont absentes ou incomplètes, l'acheteur se réserve la possibilité de demander aux candidats concernés de compléter leur dossier de candidature.

L'acheteur se réserve la possibilité de demander aux candidats ayant remis une offre irrégulière de régulariser leur proposition, à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse. Les justificatifs non substantiels manquants devront alors être fournis dans le délai fixé par l'acheteur à défaut de quoi l'offre du candidat sera définitivement rejetée. Cette régularisation ne peut avoir pour effet de modifier les caractéristiques substantielles des offres.

## 4. JUGEMENTS DES OFFRES ET ATTRIBUTION

#### ■ Critères de sélection des candidats :

Les candidatures sont analysées et sélectionnées en fonction des critères suivants :

Critère	Complément
1. Compétences et expériences professionnelles	Compétences et expériences professionnelles
2. Garanties professionnelles et financières	Garanties professionnelles et financières
3. Garanties techniques	Garanties techniques
4. Références pour la réalisation de prestations similaires	Références pour la réalisation de prestations similaires

## ■ Critères de jugement des offres :

Les offres sont analysées et classées en fonction des critères suivants :

Critère	Complément
1. Valeur technique (70 %)	La valeur technique de l'offre sera appréciée au regard des éléments issus du mémoire organisationnel et méthodologique fourni par le candidat.
- Offre par rapport au CCP (30 pts)	- caractéristiques et performances techniques et fonctionnelles du matériel proposé par le soumissionnaire par rapport au besoin de l'IRD
- Compatibilité (10 pts)	Compatibilité avec les instruments déjà acquis
- Nouveaux modules (10 pts)	Capacité à intégrer de nouveaux modules
- Utilisation sur navires (10 pts)	Transportables et utilisables sur navires océanographiques
- Garantie / S.A.V (10 pts)	Qualité de la garantie et du S.A.V
2. Prix (30 %)	Prix, sur la base des prix de l'annexe financière (DPGF)

### Les offres sont rejetées sans être classées dans les cas suivants :

Offre hors délai	Lorsque le pli est reçu par l'acheteur après la date et l'heure limite fixées dans la consultation.
Offre anormalement basse	Le prix est manifestement sous-évalué, de nature à compromettre la bonne exécution du contrat, et le fournisseur n'apporte pas de justification du prix après demande de l'acheteur, notamment au regard du mode de fabrication, de la solution technique, de l'originalité, de la réglementation applicable ou d'une aide d'Etat.
Offre inappropriée	L'offre est sans rapport avec les besoins ou exigences exprimés par l'acheteur.
Offre irrégulière	L'offre ne respecte pas les exigences formulées pour la consultation, est incomplète ou méconnaît la législation applicable en matière sociale ou environnementale, malgré une éventuelle demande de régularisation et négociation par l'acheteur.
Offre inacceptable	Le prix excède les crédits budgétaires alloués par l'acheteur au contrat malgré une éventuelle demande négociation.

## ■ Négociations :

Les candidats sont invités à remettre d'emblée leur meilleure proposition. L'acheteur se réserve la possibilité d'engager des négociations dans les conditions suivantes :

Les négociations sont destinées à améliorer la performance technique et économique des offres initiales, pour permettre de les adapter et dimensionner parfaitement aux besoins de l'acheteur. Les négociations pourront porter sur les caractéristiques techniques et financières des offres, ou sur certaines dispositions du cahier des charges. Elles ne pourront pas porter sur l'objet du contrat, ses caractéristiques substantielles ni les critères d'attribution.

Les négociations seront engagées avec les 3 candidats les mieux classés (sous réserve d'un nombre suffisant d'offres conformes) à l'issue de l'analyse des offres initiales. Les candidats en seront avisés



par écrit. Les négociations se dérouleront en autant de tours que nécessaire.

Les négociations seront conduites dans le respect des principes d'égalité de traitement des candidats et de confidentialité des offres. Les négociations seront conduites par tout moyen (profil acheteur, entretien, téléphone, courriel). Les échanges résultant de la négociation seront formalisés par écrit. A l'achèvement des négociations, les offres négociées feront l'objet d'un dernier classement.

Toutefois l'acheteur pourra attribuer le contrat sur la base des offres initiales sans négociation.

■ **Justificatifs à fournir par l'attributaire :**

Avant notification du contrat, l'attributaire doit fournir les documents suivants :

Document	Descriptif
Attestation d'assurance responsabilité civile et professionnelle à jour	
Certificat de régularité fiscale	Attestation délivrée par la DGFIP certifiant de la régularité de la situation de l'attributaire au regard de ses obligations fiscales
Certificat de régularité sociale	Attestation délivrée par l'URSSAF ou par d'autres organismes sociaux selon l'entreprise
Extrait KBIS ou équivalent	Tout élément délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente du pays d'origine ou d'établissement du candidat attestant de l'absence de cas d'exclusion permettant l'identification de l'opérateur
Attestation sur l'honneur	<p><b>Le candidat individuel, ou chaque membre du groupement, déclare sur l'honneur :</b></p> <p>a) dans l'hypothèse d'un marché public autre que de défense ou de sécurité, ne pas entrer dans l'un des cas d'exclusion prévus aux <a href="#">articles L. 2141-1 à L. 2141-5</a> et aux <a href="#">articles L. 2141-7 à L. 2141-10</a> du code de la commande publique (*);</p> <p>(*) Lorsqu'un opérateur économique est, au cours de la procédure de passation d'un marché, placé dans l'un des cas d'exclusion mentionnés aux <a href="#">articles L. 2141-1 à L. 2141-5</a>, aux <a href="#">articles L. 2141-7 à L. 2141-10</a> ou aux <a href="#">articles L. 2341-1 à L. 2341-3</a> du code de la commande publique, il informe sans délai l'acheteur de ce changement de situation.</p> <p>b) qu'il satisfait aux obligations concernant l'emploi des travailleurs handicapés définies aux articles L.5212-1 à L.5212-11 du code du travail; ces articles s'appliquent à tous employeurs <u>occupant au moins 20 salariés</u> ;</p> <p>c) qu'il n'emploie pas de travailleurs étrangers: attestation sur l'honneur indiquant son intention d'employer des salariés étrangers et dans l'affirmative, communique la liste des salariés étrangers employés et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 du Code du travail en précisant pour chaque salarié (D. 8254-2 du même code) :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- sa date d'embauche ;</li></ul>

Document	Descriptif
	<ul style="list-style-type: none"> <li>- sa nationalité ;</li> <li>- le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.</li> </ul>
RIB ou RIP	

A défaut de transmission de ces documents, dans un délai de **8 jours ouvrés**, le contrat sera attribué au soumissionnaire classé en seconde position.


## 5. VOIES ET DELAIS DE RECOURS

Les recours ouverts aux candidats sont les suivants :

- Référé précontractuel avant la signature du contrat (articles L.551-1 à 12 du Code de Justice Administrative) ;
- Référé contractuel après la signature du contrat, dans les 31 jours qui suivent la publication de l'avis d'attribution du contrat, ou, à défaut d'un tel avis, dans les six mois qui suivent la date de conclusion de celui-ci (dans les conditions décrites aux articles L.551-13 à 23 du même code) ;
- soit d'un recours en contestation de la validité du contrat, conformément à la décision du Conseil d'Etat du 4 avril 2014 n°358994 "Tarn et Garonne", dans un délai de 2 mois à compter de la publication de l'avis d'attribution ou à défaut de toute autre mesure de publicité concernant la conclusion du contrat.

Les recours doivent être adressés à :

Tribunal administratif de Montreuil  
7 rue Puig (niveau 206 rue de Paris)  
BP 30322  
Montreuil  
93558 Montreuil Cedex  
Téléphone : 01 49 20 20 00  
Courriel : greffe.ta-montreuil@juradm.fr  
Télécopie : 01 49 20 20 99  
Site internet : <http://montreuil.tribunal-administratif.fr>

 **Documents et liens utiles (versions en vigueur à la date du lancement de la consultation) :**  
[Code de la commande publique](#) et ses [annexes](#) (Legifrance)  
[Formulaires candidats \(DAJ\)](#)  
[Médiateur des entreprises](#)  
[CCAG Fournitures courantes et services du 30 mars 2021](#)